

## Communiqué de presse

### Concernant l'arrestation du camarade Ali Mammeri

La Confédération syndicale des Forces Productives (COSYFOP) condamne avec la plus grande fermeté l'arrestation arbitraire et la campagne de harcèlement dont a été victime le camarade **Ali Mammeri**, président du Syndicat national des fonctionnaires de la culture (SNFC), à la veille de la commémoration du 19 mars, jour de la fête de la Victoire.

Ce matin, sur son lieu de travail à Oum El Bouaghi, le camarade Mammeri a été interpellé de force par des individus en civil, dans des conditions humiliantes. Il a été conduit à son domicile, où une perquisition injustifiée a été menée, aboutissant à la saisie de son ordinateur personnel. Par la suite, il a été emmené au poste de police d'Oum El Bouaghi, sans qu'aucun motif légal clair ou justification plausible ne soit avancé.

Cette attaque flagrante contre la liberté du camarade Mammeri s'inscrit dans une campagne systématique de répression et d'intimidation visant les militants syndicaux qui défendent les droits des travailleurs et des employés. Ces droits, pourtant garantis par la Constitution algérienne et protégés par les conventions internationales ratifiées par l'Algérie, sont aujourd'hui bafoués. Ce que subit le camarade Mammeri est une violation grave des droits de l'homme et des libertés syndicales, et traduit une volonté manifeste de museler son combat légitime pour la justice sociale et la défense des droits des travailleurs du secteur de la culture, un secteur longtemps marginalisé et négligé.

Le timing de cette attaque n'est pas anodin. Elle intervient à la veille de la publication d'un rapport accablant de la **Commission d'experts du Bureau international du travail (BIT)**, qui dénonce les violations répétées des droits des syndicalistes en Algérie. Par ailleurs, cette arrestation coïncide avec les demandes officielles adressées par le **Comité de la liberté syndicale de l'Organisation internationale du travail (OIT)** au gouvernement algérien, exigeant des éclaircissements sur plusieurs cas de violations, dont le transfert abusif du camarade Mammeri après sa nomination à la tête du SNFC l'année dernière. Ces éléments confirment que son ciblage est délibéré et prémédité.

Face à la gravité de la situation, la COSYFOP a adressé ce soir un courriel officiel à **Monsieur le Président de la République Abdelmadjid Tebboune**, via l'adresse électronique de la présidence, pour solliciter son intervention immédiate en vue de la libération du camarade Mammeri et de la cessation de ces pratiques répressives qui portent atteinte à la réputation de l'Algérie et violent les droits fondamentaux de ses citoyens.

Nous affirmons avec force que ces manœuvres ne nous feront pas reculer. Elles ne nous empêcheront pas de poursuivre notre lutte pour les droits des travailleurs les plus vulnérables, ni d'accompagner le combat du camarade Mammeri et de ses collègues pour défendre les opprimés et les laissés-pour-compte du secteur de la culture. Nous mettons en garde contre les conséquences désastreuses de ces politiques répressives, qui ne font qu'exacerber les tensions sociales et alimenter le mécontentement populaire.

Nous appelons toutes les organisations syndicales, tant nationales qu'internationales, ainsi que l'ensemble des défenseurs des droits de l'homme, à se mobiliser et à se solidariser avec le camarade Ali Mammeri. Ensemble, nous devons faire front contre ces atteintes à la liberté syndicale et à la démocratie.

Date : 19 mars 2025

Le bureau national

